SMLG·SMAL
Secretariat of the Table of Provincial and Territorial Ministers Responsible for Local Government.
Secrétariat de la Table des ministres provinciaux et territoriaux responsables des administrations locales.

RECHERCHE

Budget fédéral 2025-2026

Faits saillants

4 novembre 2025

MUNISCOPE

Sommaire

Résumé du budget 2025 3
Référence 7
Réactions 8
Gouvernements provinciaux et territoriaux 8
Associations municipales 9
Municipalités 11
Organisations 12
Médias 14

Résumé du budget 2025

Le 4 novembre 2025, le ministre des Finances François-Philippe Champagne a présenté le budget 2025 du gouvernement du Canada intitulé Canada fort. Selon le budget, le déficit fédéral est projeté à 78,3 milliards de dollars en 2025-26, 64,5 milliards de dollars en 2026-27, et en baisse au cours des trois années suivantes. Le PIB réel devrait maintenant croître un peu plus de 1% par an en 2025 et 2026, comparativement aux projections d'environ 2% dans la déclaration économique d'automne 2024. C'est un risque que l'économie s'ajuste à une trajectoire de croissance constamment plus basse — marquée par une productivité plus faible et des investissements faibles. Le budget fédéral 2025 comprend 32,5 milliards de dollars en dépenses nettes en capital sur cinq ans.

Infrastructures : 115$ milliards sur 5 ans

Le budget 2025 annonce l'intention du gouvernement de lancer un nouveau Fonds pour bâtir des collectivités fortes, qui sera administré par Logement, Infrastructure et Collectivités Canada, et propose de fournir 51 milliards de dollars sur une période de 10 ans, à partir de 2026-27, ainsi que 3 milliards de dollars par année en financement nouveau et existant pour cette initiative, notamment par des fonds aux gouvernements provinciaux et territoriaux — et par leur intermédiaire aux municipalités — pour soutenir une vaste gamme de projets d'infrastructure (p. 120). Pour référence, le Plan Investir au Canada lancé en 2016 a engagé 180 millions de dollars sur 12 ans.

Un volet provincial et territorial qui fournira 17,2 milliards de dollars sur 10 ans, à partir de 2026-27, pour soutenir les projets et priorités d'infrastructure provinciaux et territoriaux. Le financement soutiendra les infrastructures favorisant l'accès au logement (par exemple, routes, eau/eaux usées), les infrastructures liées à la santé (par exemple, hôpitaux) et les infrastructures dans les collèges et universités. Pour accéder aux fonds, les provinces et territoires doivent convenir d'égaler les coûts du financement fédéral, de réduire substantiellement les redevances de développement et de ne pas imposer d'autres droits qui freinent l'offre de logements (p. 120).

Un volet de prestation directe, offert par Logement, Infrastructure et Communautés Canada, qui fournira 6 milliards de dollars sur 10 ans, à partir de 2026-27, pour soutenir des projets d'importance régionale, des rénovations de grands bâtiments, l'adaptation climatique et les infrastructures communautaires. Les promoteurs de projets d'importance régionale devraient rechercher des investissements du secteur privé, y compris des investissements privés obtenus par le financement de la Banque de l'infrastructure du Canada, avant d'être admissibles à un financement dans ce cadre (p. 120-121).

Le Fonds pour le développement des collectivités du Canada existant sera rebaptisé le volet communautaire de l'initiative. Ce volet fournira, comme prévu, 27,8 milliards de dollars sur 10 ans, à partir de 2026-27, et 3 milliards de dollars par année en continu pour soutenir les projets d'infrastructure locaux. Le financement du Fonds pour bâtir des collectivités fortes comprend des ressources réaffectées du Fonds canadien pour l'infrastructure du logement (p. 120).

Tableau 1. Dépenses prévues du Fonds canadien pour le développement communautaire

Dépenses prévues (milliards de dollars)	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Fonds canadien pour le développement communautaire (indexé à 2% par année avec des augmentations appliquées par tranches de 100 millions de dollars)	2,4	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7

Le budget indique qu'il générera des économies de 2,3 milliards de dollars sur quatre ans en rationalisant les programmes d'infrastructure (*le financement des infrastructures sera réorienté pour mieux soutenir les besoins à travers le pays. Le budget 2025 annonce le lancement par le gouvernement du nouveau Fonds pour bâtir des collectivités fortes (51 milliards de dollars sur dix ans), qui fournira un financement pour les infrastructures historiques aux provinces, territoires et municipalités, tout en s'appuyant sur leur expertise pour déterminer la meilleure façon d'allouer les financements) (p. 229).*

Le financement de ces projets proviendra du volet prestation directe du Fonds pour bâtir des collectivités fortes ou d'autres programmes fédéraux existants, le cas échéant (p. 121-122). Le budget 2025 annonce son soutien aux projets suivants pour aider à bâtir des communautés solides :

- le Centre communautaire et culturel philippin dans la région métropolitaine de Vancouver, en Colombie-Britannique;
- White Rock Pier à White Rock, en Colombie-Britannique;
- le gazon synthétique, le terrain d'entraînement, le court de tennis et le sentier pédestre du parc Newton Athletic à Surrey, en Colombie-Britannique;
- au Royal Athletic Park à Victoria, en Colombie-Britannique;
- Rapid Fire Theatre à Edmonton, Alberta;
- le Centre Bissell à Edmonton, en Alberta;
- Banda indienne Lac La Ronge – Kitsaki Hall à La Ronge, Saskatchewan;
- le Centre du patrimoine de la GRC à Regina, en Saskatchewan;
- le Riverview Community Centre à Winnipeg, au Manitoba;
- le Dakota Community Centre à Winnipeg, Manitoba;
- Victimes du mémorial du vol PS752 dans le parc Unity à Richmond Hill, Ontario;
- Hamilton Downtown Family YMCA à Hamilton, Ontario;
- Bob MacQuarrie Recreation Complex à Orleans, Ontario;
- École de médecine de l'Université métropolitaine de Toronto à Brampton, en Ontario;
- Exploramer Shark Pavilion à Sainte-Anne-des-Monts, Québec;
- L'Espace Hubert-Reeves à Charlevoix, Québec;
- Chantier Naval Forillon à Gaspé, Québec;
- Centre sportif de Montréal-Nord à Montréal, Québec;
- Place Marcel-François-Richard à Ville de Beaurivage, Nouveau-Brunswick;
- SeaRoots Alliance Wellness Centre à Souris, Île-du-Prince-Édouard;
- installation de brise-lames à Petty Harbour-Maddox Cove, Terre-Neuve-et-Labrador;

- Baddeck Recreation Facility à Baddeck, Nouvelle-Écosse, et;
- Université inuit Nunangat

Le budget de 2025 propose de verser 1 milliard de dollars sur quatre ans, à compter de 2025-2026, à Transports Canada pour créer le Fonds d'infrastructure pour l'Arctique, qui investira dans de grands projets de transport dans le Nord pouvant avoir un usage à la fois civil et militaire, comme des aéroports, des ports de mer, des routes praticables en toute saison et des autoroutes (p. 160).

Logement : 25 milliards de dollars sur 5 ans

Maisons Canada

Le gouvernement fédéral prend des mesures pour doubler le rythme de construction afin de bâtir des millions de nouvelles maisons, notamment par l'entremise d'une nouvelle agence, Maisons Canada. Maisons Canada déploiera du capital, créera la demande et exploitera des technologies de logement innovantes pour bâtir plus rapidement et de façon plus durable grâce à l'approvisionnement en gros, au financement à long terme, à la collaboration public-privé et en déployant des méthodes modernes de construction. Le gouvernement fédéral collabore avec d'autres niveaux de gouvernement pour passer à l'action par un ensemble complet de mesures politiques. Cela inclut un financement à faible coût pour les constructeurs, des incitatifs pour la construction locative spécialement construite, la réduction de la bureaucratie, des investissements dans les infrastructures et des initiatives pour élargir la main-d'œuvre qualifiée de la construction (p. 53).

Avec un investissement initial de 13 milliards de dollars sur cinq ans sur une base de trésorerie, à partir de 2025-26, Maisons Canada déploiera du capital dans l'industrie du logement. Maisons Canada a pour mandat d'agir rapidement et, cet automne, le gouvernement a annoncé ses quatre premiers investissements et initiatives :

- Développer des terrains publics et prioriser des logements innovants construits en usine, en commençant par six sites pour construire 4 000 maisons d'usine avec une capacité additionnelle allant jusqu'à 45 000 unités dans le portefeuille de la Société des terres du Canada.
- Protéger le logement abordable existant en lançant le Fonds canadien de protection des loyers de 1,5 milliard de dollars dans le cadre de Construire des maisons Canada.
- Fournir 1 milliard de dollars pour construire des logements transitoires et de soutien pour les personnes sans-abri ou à risque d'itinérance.
- Partenariat avec la Société de logement du Nunavut pour construire plus de 700 logements publics, abordables et de soutien (p. 181).

Logement coopératif

Le programme de développement du logement coopératif a été co-conçu avec la Fédération canadienne du logement coopératif; le programme a alloué 423 millions de dollars en financement pour soutenir huit nouveaux bâtiments coopératifs, créant un total de 837 nouveaux logements (p. 183).

Suppression de la TPS pour les acheteurs d'une première maison

Pour réduire les coûts pour les primo-accédants, le gouvernement élimine la taxe sur les biens et services (TPS) sur les maisons neuves jusqu'à 1 million de dollars et réduit la TPS pour les acheteurs d'une première maison entre 1 million et 1,5 million de dollars (p. 157).

Logements multi-unités

Pour catalyser la création de ce type de logements, le gouvernement soutient le financement de nouveaux logements locatifs multi-logements par l'assurance hypothécaire et la titrisation. Le budget 2025 annonce que le gouvernement augmentera la limite annuelle d'émission des obligations hypothécaires canadiennes (CMB) de 60 milliards $ à 80 milliards $, à partir de 2026, afin de débloquer des milliers de nouveaux logements par année. Cela augmentera l'accès à un financement hypothécaire rentable pour les prêteurs, les aidant à offrir plus d'hypothèques et à soutenir la construction de nouveaux logements multiples à travers le Canada. L'augmentation s'appliquera exclusivement aux logements à logements multiples (p. 183).

Trousse à outils climatiques pour le logement

Logement, Infrastructure et Collectivités Canada priorisera deux services dans le cadre de la Boîte à outils climatique pour le logement et les infrastructures, à savoir la plateforme en ligne Perspectives Climatiques et la liste des experts. Cette approche offrira aux communautés locales un accès facile à l'information, aux outils et aux ressources actuels, tout en fournissant à ceux qui ont une capacité limitée des conseils et des orientations rapides via la Liste des experts (p. 353).

Fiscalité

- Le gouvernement fédéral éliminera la taxe sur le logement sous-utilisé à partir de l'année civile 2025 (p. 407).
- Le crédit d'impôt pour l'électricité propre est un crédit remboursable équivalent à 15% du coût en capital des investissements admissibles dans l'équipement lié à la production d'électricité à faible émission, au stockage d'électricité et à la transmission d'électricité entre provinces et territoires. Ce crédit d'impôt serait offert à diverses organisations, y compris des municipalités ou des communautés autochtones (p. 444).

Développement économique

- Jusqu'à 1 milliard de dollars sur trois ans, à partir de 2025-26, aux agences de développement régional pour l'Initiative régionale de réponse tarifaire afin de soutenir les entreprises touchées par les tarifs dans tous les secteurs touchés, y compris l'augmentation des contributions non remboursables pour les entreprises admissibles (p. 154).
- Le budget 2025 prévoit de fournir 98,2 millions de dollars sur cinq ans, à partir de 2026-27, et 9,8 millions de dollars continus à Services publics et Approvisionnement Canada, et 7,7 millions de dollars sur trois ans, à partir de 2026-27, au Secrétariat du Conseil du Trésor pour soutenir la mise en œuvre de la nouvelle politique Acheter le Canada (p. 157).
- Le budget 2025 propose également de fournir 79,9 millions de dollars sur cinq ans, à partir de 2026-27, à Innovation, Sciences et Développement économique Canada pour soutenir le nouveau Programme d'approvisionnement pour les petites et moyennes entreprises (p. 157).

Transport en commun

- Une partie du financement non engagé du Fonds canadien de transport en commun sera réaffectée au Fonds pour bâtir des collectivités fortes, où les projets de transport continueront d'être admissibles. De plus, le ministre du Logement et de l'Infrastructure identifiera des occasions de simplifier les exigences lourdes du Fonds canadien de transport public existant afin d'accélérer la réalisation des projets et d'aider les villes, provinces et territoires à construire de nouveaux projets plus rapidement et mieux (p. 353).

Métiers spécialisés

- 75 millions de dollars sur trois ans, à partir de 2026-27, à Emploi et Développement social Canada pour étendre le Programme syndical de formation et d'innovation, qui soutient la formation d'apprentissage syndiquée dans les métiers des Sceaux rouges (p. 183).

Climat :

- Le budget 2025 annonce que le gouvernement travaillera avec les provinces et territoires pour améliorer la divulgation climatique dans l'ensemble de l'économie. Ce travail cherchera à s'aligner sur les normes internationales et les règles harmonisées entre les juridictions fédérales, provinciales et territoriales (p. 133).

Communautés autochtones :

- Le budget 2025 prévoit de fournir 2,3 milliards de dollars sur trois ans, à partir de 2026-27, pour renouveler le Programme amélioré des Premières Nations pour l'eau et les eaux usées. Ce financement permettra de maintenir l'avancement d'environ 800 projets actifs, y compris ceux visant à mettre fin aux avis restants sur l'eau et à prévenir de nouveaux en modernisant les systèmes à risque (p. 184).
- 2,8 milliards de dollars sont confirmés pour les logements urbains, ruraux et autochtones du Nord (p. 185).
- Le gouvernement augmente également l'objectif de la Banque de l'infrastructure du Canada pour les investissements dans les infrastructures autochtones bénéficiant aux communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis, passant d'au moins 1 milliard de dollars à au moins 3 milliards de dollars dans ses secteurs prioritaires (p. 185).

Référence

Gouvernement du Canada. *Bâtir un Canada fort*. https://budget.canada.ca/2025/report-rapport/pdf/budget-de-2025.pdf

Réactions

Gouvernements provinciaux et territoriaux

Gouvernements des PTs	Réactions
Colombie-Britannique	• B.C. Finance Minister Brenda Bailey said the province was happy to see support for critical-mineral mining laid out in the budget. "It is the direction that we're going, investments in infrastructure, investments in critical minerals, investments in mining, ensuring that we are able to stand on our own turf," she said. • "I see some alignment, for sure, in the work that's done by the federal government and where British Columbia is."
Alberta	• Alberta's Finance Minister, Nate Horner - "There's a few mentions of pipelines in this budget, but it's very vague," "They reference a lot about their goals from this budget: transforming economy, driving investment," he said. "There's no way to effectively do that without embracing the resource sector."
Manitoba	• Manitoba Premier Wab Kinew says he's encouraged that the federal budget reaffirms plans to invest in the Port of Churchill and related facilities. Kinew says he'd also like to see more details of the budget's plans to spend more on agriculture at a time when producers are being hit by tariffs. • "The positive thing that we saw in this budget was Churchill being mentioned a whole lot, which gives us another sign of momentum that we're going to build this big nation-building project here in Manitoba,"
Québec	• Lorsqu'on gratte dans les chiffres », a dit M. Girard, on découvre qu'« il y a seulement 23 milliards de nouvel argent. Le reste, c'est de l'argent qui est déjà dans le cadre financier attendu ». • Le Québec obtiendra d'Ottawa 375 millions par année. « Vous comprenez que lorsqu'on dépense 19 milliards par année en infrastructures, c'est insuffisant », a lâché M. Girard. • « On s'attendait à plus, et je pense que le gouvernement fédéral s'est gardé une marge de manœuvre parce qu'il y a beaucoup d'incertitudes économiques », a soutenu M. Girard.
Nouveau-Brunswick	• New Brunswick Premier Susan Holt called the fiscal plan encouraging. "Today's federal budget includes some positive steps for New Brunswick, particularly investments in critical minerals and trade infrastructure," she said. "We look forward to working with our federal partners to ensure projects like the Sisson Mine and our ports in Saint John and Belledune get the investment needed to power our economy."

Nouvelle-Écosse	• Nova Scotia Finance Minister John Lohr said the budget hints at support for one of his province's preferred projects. "The province is pleased to see the mention of Wind West and its potential benefits, and we look forward to its inclusion in the next round of approved major projects."
Territoires du Nord-Ouest	• The GNWT welcomed the federal government's plan, contained within the budget, to carry out a major assessment of northern healthcare with a view to reforming things like medical travel. "We see a few items that really do highlight the territory, but … we really still need to dig into those programs to understand what they mean, because the budget is pretty light on details," Premier Simpson told reporters. • With respect to housing – Finance Minister Caroline Wawzonek said - The new federal housing agency, Build Canada Homes, sits under Housing, Infrastructure and Communities Canada. The GNWT could not tell, from Tuesday's budget, exactly what's likely to be coming for the North from that line item. • "We've been asking for some flexibility in how the money can be used to enable housing infrastructure – such as water, sewage, education, healthcare – because that helps communities grow and neighbourhoods grow," said Wawzonek. • She noted Ottawa has suggested provinces and territories must "cost match" funding they receive through this area of the budget, but normally the NWT doesn't have the money for a 50-50 split. It's more common for the federal government to put up at least 75 percent of a project's costs, with the GNWT covering a smaller share. • "It says right now 'to be cost matched.' I'll be interested to see what that means for the territories – we don't typically do a cost match – and also whether or not we're going to be competing directly with all provinces to maybe access some of those funds," Wawzonek said.

Associations municipales

Associations municipales	Réactions
FCM	• Le budget 2025 reconnaît l'importance des infrastructures municipales pour atteindre les objectifs en matière de logements, de commerce et de croissance économique du pays. Mais sans plan viable à long terme et à grande échelle pour soutenir les infrastructures municipales nécessaires, les ambitions du gouvernement fédéral ne seront pas suffisantes pour répondre à l'ampleur et à l'urgence du défi. • La FCM accueille favorablement les mesures concrètes qui appuient les collectivités d'un bout à l'autre du pays. Voici quelques éléments clés: ○ Alors que de nouveaux fonds transiteront par des mécanismes conjoints du gouvernement fédéral et des provinces et territoires, il sera important, dans le cadre d'un

	plan à long terme et à grande échelle, de tirer parti d'outils éprouvés comme le Fonds pour le développement des collectivités du Canada pour atteindre les objectifs nationaux. ○ 6 milliards de dollars pour les infrastructures municipales via le volet de prestation directe du Fonds pour bâtir des collectivités fortes. ○ 12,2 milliards de dollars réservés aux infrastructures, comprenant celles pour la construction de nouveaux logements. Ce montant devra être financé à hauteur égale par les provinces t les territoires. Selon les volets visés, ces fonds serviront à réduire les redevances d'aménagement. Cette approche tient compte des recommandations de la FCM, qui proposait une stratégie à long terme, adaptée à chaque province. ○ 1 milliard de dollars sur quatre ans pour un fonds d'infrastructures pour l'Arctique. ○ 5 milliards de dollars sur sept ans pour un fonds pour la diversification des corridors commerciaux, auquel les municipalités seront admissibles
Union des municipalités du Québec (UMQ)	• Le gouvernement annonce aujourd'hui la création du *Fonds pour bâtir des collectivités fortes*, présenté comme un nouveau levier pour les infrastructures. Cependant, ce fonds serait largement financé à partir de programmes déjà annoncés ou de sommes non utilisées. L'UMQ craint que le milieu municipal québécois perde des milliards de dollars. • « Le nouveau Fonds pour bâtir des collectivités fortes soulève de sérieuses préoccupations quant à la provenance du financement. Il serait inacceptable d'aller piger dans les sommes déjà prévues pour des projets au Québec, soit 8,5 milliards, mais auxquelles nous n'avons pas accès faute d'ententes entre les deux paliers de gouvernement. Ces sommes ne doivent pas être utilisées pour financer des projets ailleurs au Canada alors que les besoins sont colossaux dans les municipalités québécoises. Il est impératif que les fonds soient transférés sans condition afin de permettre la réalisation de projets structurants. », a déclaré M. Guillaume Tremblay, président de l'UMQ. • L'UMQ déplore l'absence de nouvelles sommes dédiées à l'itinérance dans le budget fédéral, alors que les besoins des municipalités québécoises ne cessent de croître.
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	• Alors que le ministre fédéral des Finances, François-Philippe Champagne, souhaite bâtir un Canada fort avec son budget 2025-2026, sa décision de maintenir la réduction de 45% du nombre de travailleur(-euse)s étranger(-ère)s temporaires ne fera qu'affaiblir l'économie des régions du Québec. « Il s'agit d'une très mauvaise nouvelle que je déplore », a déclaré Jacques Demers, président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM). • Par ailleurs, nous savons tous que de nombreuses infrastructures locales arrivent en fin de vie utile et sont mal adaptées aux défis

	posés par les changements climatiques. « La FQM souhaite donc que le gouvernement fédéral s'entende rapidement avec le gouvernement du Québec afin de transférer les sommes qui reviennent aux municipalités québécoises et que les deux gouvernements s'assurent que l'ensemble des communautés aient pleinement accès aux fonds disponibles », a ajouté Jacques Demers.

Municipalités

Municipalités	Réeactions
Calgary	• Calgary mayor Jeromay Farkas said he was "cautiously optimistic," citing the promising commitment to local infrastructure. • "Some really good, positive first steps to commitment to working with municipalities, to addressing some of the housing infrastructure and safety challenges,"
Kitchener ON	• Mayor Berry Vrbanovic welcomed the budget's direction and its emphasis on strengthening cities and communities. "We are grateful to the federal government for making significant commitments to infrastructure investments that will support communities like Kitchener, and help stimulate the economy," added Mayor Vrbanovic. "As one of Canada's largest cities, Kitchener is experiencing strong demand for housing, business investment, and trade-enabling infrastructure. Today's investments are an important step in helping make Canada and Kitchener more resilient in responding to a changing geo-political landscape." "Additionally, eliminating GST on homes priced at $1 million or less will help Kitchener residents afford their first home,".
Ottawa	• Ottawa Mayor Mark Sutcliffe said it was "very concerning" to learn about the job cuts. "These are members of our community who are facing the loss of their livelihood," he said. • Sutcliffe said it is critical for the government to work on a transition plan for employees who exit the public service and seek work in other fields. • He added that diversifying Ottawa's economy, including through defence spending, and stimulating economic activity downtown, would help the local economy cope with the changes.
Winnipeg	• Winnipeg's mayor says he is hopeful increased spending on infrastructure, housing and defence promised in the latest federal budget will be a boost to the city and its economy. "There's certainly a couple of lines here that I'm really pleased to see,". Gillinghman said he was happy to see that the budget promises $51 billion for infrastructure projects that the federal government hopes will spur development.

Organisations

Organisations	Réactions
Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM)	• Nous saluons les investissements de 115 milliards $ sur cinq ans dans les infrastructures, dont plusieurs de ces sommes ont déjà été annoncées.
Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)	• « Le budget présenté aujourd'hui par le ministre François-Philippe Champagne représente une occasion ratée de s'attaquer avec sérieux aux problèmes de logement et d'itinérance. Non seulement n'accorde-t-il pas de budgets additionnels à Maisons Canada, pourtant une des promesses électorales phares du premier ministre Mark Carney, mais il prévoit que sa mise en place sera très longue (…) De plus, il ne précise toujours pas les cibles que cette nouvelle agence fédérale devra atteindre pour faire reculer les crises d'abordabilité des logements et d'itinérance qui frappent tout le Canada dont le Québec. »
Canadian Housing and Renewal Association	• The Canadian Housing and Renewal Association (CHRA) welcomes the new investments in non-market community housing announced in Budget 2025 through a $13 billion investment into Build Canada Homes. The government's commitment to focus Build Canada Homes primarily on non-market community housing represents a substantial opportunity to build truly affordable non-market community housing and demonstrate real federal leadership in addressing the housing crisis. • The non-profit, public, co-operative, and Indigenous housing sectors play a critical role in creating lasting housing affordability. Investments like this will contribute to the goal of more than doubling the share of non-market community housing, which will significantly contribute to addressing the housing crisis. To achieve greater impact the Government of Canada must build on this initial commitment in a way that offers a clear path to doubling the share of non-market community housing. • CHRA is pleased to see the re-commitment to the urban, rural, and northern Indigenous housing strategy in Budget 2025. However, the urgency of the housing gap faced by Indigenous people demands immediate, Indigenous led solutions. The CHRA Indigenous Caucus calls for direct investments to be made to the National Indigenous Collaborative Housing Inc. (NICHI) and for approaches that address the unique needs of Indigenous Peoples living in urban, rural, and northern communities. Words must now translate into action.
Canadian Chamber of Commerce	• "Canada has an urgent need to get back to a growing, productive economy," said Candace Laing, President and CEO of the Canadian Chamber of Commerce said. "In this federal Budget, the government has heard business' call to focus on the economy and has made some tough choices to attract investment. Individual businesses –

	small, medium and large – will be the ultimate judges of whether this is enough to start making investments in Canada again". • Budget 2025 makes big promises, but only businesses can deliver most of them. Budget 2025 takes a step toward balancing fiscal restraint with targeted investment. But the test ahead is execution and follow through — ensuring that policies translate into real-world competitiveness and growth. • "The world is competing for capital, and capital is mobile," concluded Laing. "Canada has the talent, the resources and the potential to lead. Now, we need to prove that we can provide the certainty investors and businesses are looking for here at home."
Public Service Alliance of Canada	• "Every single one of those jobs reflects public services that are being delivered. We just saw 10,000 jobs cut last year and certain departments and agencies had to rehire people," Sharon DeSousa, national president of the Public Service Alliance of Canada, told CTV News Ottawa. • "I'm far as I'm concerned, these cuts will impact people who rely on these services more than ever." DeSousa says she is wondering where the cuts will happen and "what is the plan moving forward" for the government. • "What I'm worried about right is they're looking at this from a very corporate, cookie-cutter approach, instead of looking at it as what do people need right now. And you know what? it's jobs," DeSousa said. • "When you cut that many jobs from the federal public service, you're impacting local economies."
Canadian Taxpayers Federation	• The Canadian Taxpayers Federation expressed alarm over the ballooning federal debt, which is expected to hit $1.3 trillion by year's end. Kris Sims, Alberta director of the federation, said she was "earnestly shocked" by the budget's spending trajectory. • "The interest charges on the debt are costing taxpayers more than a billion dollars a week. That's like gathering around a newly-built hospital and then burning it down. Every week," Sims said. • She also criticized the lack of substantial cuts to federal jobs, noting that existing reductions are limited to attrition and fail to address what she called "corporate welfare."
Canadian Climate Institute	• Rick Smith, President of the Canadian Climate Institute - "The budget proposes actions and delivery timelines to bolster Canada's climate competitiveness—especially on core policies such as industrial carbon pricing, stronger methane regulations, sustainable investment guidelines, and tax credits for expanding clean electricity. We look forward to working with the federal government to ensure these essential policies result in more abundant and affordable energy, attract new investment to Canadian industries, support more well-paying jobs and economic growth across the country, and help make communities more secure and resilient."
Canadian Federation of Independent Entreprise /	• Ne croit pas que les petites entreprises trouveront grand chose [pour elles] dans le budget fédéral.

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	• L'ampleur du déficit pourrait avoir un impact néfaste sur l'économie. Louis-Philippe Gauthier estime également s'agit d'une occasion manquée d'aider la compétitivité des entreprises en allégeant leur fardeau fiscal.
Building Industry and Land Development Association (BILD) and The Large Urban Centre Alliance	• "This budget relies on backward-looking data that provides false reassurances that Canada's housing sector is prospering and that affordability is improving. But these are stale statistics. The latest figures show that new home sales have evaporated across all housing types in every major city across Canada – and a hundred thousand jobs are at risk," said David Wilkes, President & CEO of BILD and co-facilitator of the Large Urban Centre Alliance. "Today's budget missed an opportunity to address the historic downturn that the housing industry is experiencing with sales at near crisis levels. The lack of urgency to confront the current situation is committing us to a future of fewer jobs and less housing of all types in the years ahead." • "The Alliance is deeply disappointed with Budget 2025. It does not deliver decisive action to build a strong and sustainable housing industry, which forms the foundation of our communities and economy," said Wilkes. "Not only is the budget based on old data, but its commitments are centred on a reduced Build Canada Homes and vague language on a diluted framework to eventually reduce DCs following successful negotiations with provinces and ultimately municipalities – and the industry is left wondering: how long will that take?"

Médias

Media	Réactions
La Presse (1)	• Idéalement, on se serait attendu à une réduction plus rapide du déficit. Sauf que le fédéral parvient à faire avaler la pilule en ventilant le déficit en deux catégories : la part attribuable aux dépenses de fonctionnement, qu'on pourrait qualifier de « mauvais déficit », et celle qui s'explique par les investissements, soit le « bon déficit ». • Le duo Champagne-Carney donne aux finances publiques les bons paramètres stratégiques pour les prochaines années, mais il faudra voir comment se déroulera l'exécution. Et si, dans cinq ans, la productivité canadienne se trouve à avoir augmenté sensiblement, on pourra dire pari gagné.
La Presse (2)	• On peut déjà dire qu'il ne s'agit pas d'un coup de barre radical comme le budget déposé par le ministre des Finances Paul Martin, en 1995, sous le gouvernement Chrétien. • Tous les ancrages budgétaires établis sous l'ère Trudeau volent en éclats. On voulait garder le déficit en dessous de 1 % du PIB. Raté ! Il est aujourd'hui à 2,5 %. On voulait maintenir le ratio

	dette/PIB sur une pente descendante. Raté aussi ! Ce ratio sera de 43 % dans quatre ans, alors qu'on espérait le réduire à 39,5 %.
Le Devoir	• […] de là à parler d'un budget « historique » qui marque une nouvelle ère grâce, notamment, à ses « investissements générationnels », il y a un pas que peu d'observateurs étaient prêts à franchir mardi à Ottawa.
Le Journal de Québec/Montréal (1)	• Le nouveau gouvernement libéral de Mark Carney s'avère finalement nettement plus dépensier que celui de Justin Trudeau. • Les centaines de milliards de dollars que l'on va payer en frais d'intérêt lors des cinq prochaines années ne rapportent rien en termes de bénéfices et de programmes.
Le Journal de Québec/Montréal (2)	• Avec un déficit structurel de 50 milliards $ et une économie chancelante, n'importe quel gouvernement serait arrivé avec un déficit élevé. De surcroît, nous sommes désormais acculés au pied du mur pour investir de façon sérieuse dans la défense, mais le plan de réduction de ce déficit manque d'ambition.
The Toronto Star	• This is a budget that finds another Liberal government reacting, especially to Trump — again. It hammers home the reality that the world is in flux, but it is clear that Canada — at least for now — is scrambling to react, once again. Carney's government is not driving change, it is dealing with it. • Once again, the delivery didn't quite live up to the hype. Like many others, I pored through that budget looking for measures that would fundamentally change Canada, or even the government, and came up short.
The Globe and Mail (1)	• Is that all there is? Has there been a budget that was preceded by more breathless hype than this one? It was to be a budget full of "generational investments" that would "swing for the fences" and "define our next century." On the other hand, it would also be full of "difficult choices," even "sacrifices," which might or might not have added up to "austerity" depending on who was speaking. • Just because you call it capital spending, moreover, doesn't mean it is; nor is all capital spending necessarily the kind that leads to higher economic growth and more government revenues. Experience suggests that little of what the government proposes to "invest" will pay these sorts of dividends.
The Globe and Mail (2)	• It's "build baby build." It's a "generational investment." It's "invest more and spend less." Capital investment is the budget's uncompromising long-term plan. • Results from Carney's big bet will take years to materialize – years he doesn't have, because Canadians struggling with day-to-day affordability issues will likely run out of patience before too long.

MUNISCOPE

4711, rue Yonge, 10e étage, suite 10060
North York, ON M2N 6K8

muniscope.ca